

# LE BON BULLETIN

N° 60

DECEMBRE 2007

*Bonnes  
fêtes à tous*

« La parole n'a pas été donnée à l'homme, il l'a prise. » Louis Aragon



## RIPOSTER

Les belles promesses électorales de Nicolas Sarkozy font de moins en moins recette. C'est que ses choix, comme les 15 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches, à nos dépens, révoltent et inquiètent.

On le sait, Nicolas Sarkozy et ses amis du Medef ne feront rien pour inverser la tendance qui fait que, depuis un quart de siècle, les revenus du capital ne cessent de croître au détriment des revenus du travail. L'argent est mieux payé que les hommes !

Contrairement à ce que veut nous faire croire le Premier ministre, la France n'est pas en faillite. Les salaires des grands patrons du Cac 40 sont fabuleux, les profits flambent sans compter les stock-options...

Mais dans le même temps, en France, cinquième pays au monde pour ses richesses, 7 millions de personnes vivent dans la pauvreté. N'est-ce pas un signe que les inégalités sont criantes ? Le pouvoir d'achat est devenu la première préoccupation des Français. Normal puisque le chariot hebdomadaire au supermarché, qui pèse 30 euros de plus en moyenne depuis un an, va poursuivre sa progression, les taxes sur les carburants vont continuer de couler à flot dans les caisses de l'Etat et les dépenses incompressibles (logement, transport, santé) qui garrottent le budget familial ne vont pas desserrer leur étoupe.

Et ce ne sont pas les propositions de Sarkozy, toutes basées sur le « travailler plus pour gagner plus », remettant en cause la durée légale du travail, accusant les 35 heures, qui vont améliorer les choses.

De nombreux salariés travaillent déjà beaucoup trop et souffrent au travail alors que beaucoup d'autres voudraient travailler à plein temps (et non à temps partiel imposé), d'autres encore, comme de nombreux jeunes, souhaiteraient simplement travailler.

Pourtant, d'autres choix pourraient être faits (voir nos propositions en page intérieure).

Nous ne pouvons donc que nous réjouir des premières ripostes pour de meilleurs salaires, une meilleure retraite, la hausse du pouvoir d'achat, contre l'application des franchises médicales qui vont pénaliser les plus vulnérables.

Il n'y a donc pas à hésiter, l'heure est aux ripostes. Plus elles seront fortes, plus elles auront de chances de contrer cette politique antisociale.

**Rosita JAOUEN**

**Conseillère régionale d'Ile de France**



Retrouvez-nous sur notre site :

[WWW.lebonbulletin.com](http://WWW.lebonbulletin.com)

Pascal Fraudin

Responsable du site à l'adresse

[webmaster@lebonbulletin.com](mailto:webmaster@lebonbulletin.com)

LE BON BULLETIN – Journal local d'informations édité par le Collectif des communistes de Montlignon

BP 70015 -95680 Montlignon – [rosita.jaouen@magic.fr](mailto:rosita.jaouen@magic.fr) / décembre 2007/ 20<sup>ème</sup> année / tiré à 1000 ex.

Réalisé et imprimé par nos soins

# Le SDRIF : UN PROJET D'AMENAGEMENT AMBITIEUX



Rosita JAOUEN lors de son intervention en séance au conseil régional

## Le SDRIF : C'EST QUOI ?

Le Schéma directeur de la région Ile-de-France est un document d'urbanisme dont le contenu est défini par le code de l'urbanisme. C'est également un document d'aménagement régional qui vise à organiser notre territoire d'ici 2030 de façon harmonieuse, durable et solidaire. Les « orientations » énoncées au fil du projet doivent être respectées par les documents d'urbanisme élaborés par les intercommunalités ou par les communes pour permettre la mise en œuvre des objectifs du SDRIF.

### LES DEFIS DU SDRIF

- Favoriser l'égalité en veillant à la cohésion sociale et territoriale.
- Anticiper les mutations ou crises majeures (changement climatique, renchérissement des énergies).
- Développer le dynamisme de la région et maintenir son rayonnement mondial.

### CINQ OBJECTIFS FONDAMENTAUX

- Promouvoir une politique des transports modernisés avec une réelle priorité aux transports en commun.
- Permettre à tous les Franciliens de se loger et viser une répartition plus équilibrée et efficace des logements sociaux.
- Doter la métropole d'équipements et de services de qualité.
- Préserver et valoriser les ressources naturelles et l'environnement.

### UN CONFLIT OUVERT

**Le projet de Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) adopté par le Conseil régional le 15 février 2007 fait l'objet d'un conflit ouvert avec le gouvernement sarkozyste.**

Avec le SDRIF, la majorité régionale (PS-PCF-Verts-MRC) a fait des choix clairs en faveur d'un aménagement volontariste pour un développement durable et solidaire de la région. Ces choix ont été élaborés dans le cadre d'un travail de concertation sans précédent avec les élus, les associations et l'ensemble des acteurs durant plus de deux années.

Le président de la République puis le Premier ministre sont intervenus en juin et juillet pour essayer de suspendre la procédure de validation du projet. Ils n'y sont pas parvenus et l'enquête publique prévue jusqu'au 8 décembre a eu lieu. Mais l'issue est incertaine et devient un enjeu politique majeur. Ce conflit renvoie en effet à des divergences fondamentales sur le devenir de la région.

La droite tient un double langage en prétendant par exemple, préserver durablement notre environnement tout en cherchant à développer les profits, en augmentant, comme l'annonce avec enthousiasme la chambre de commerce de notre région, le trafic des camions de 22 % d'ici 2015 et en réclamant l'extension de Roissy CDG !

L'intervention des Franciliens est donc déterminante pour approfondir et conforter les choix dont l'Ile-de-France a besoin.

### ROSITA ET LA PROTECTION DES LISIERES DE FORETS

Lors des séances de février 2007, qui ont permis d'adopter le projet du SDRIF, Rosita a présenté un amendement pour protéger les forêts d'Ile-de-France en interdisant toute construction dans la bande de 50 mètres des lisières des forêts. Cette disposition existait dans le SDRIF de 1994 et n'apparaissait plus dans le projet initial présenté en séance. Cela permet pourtant d'éviter « le grignotage » des forêts et préserve l'écosystème. L'amendement a été adopté grâce au vote des élus de la majorité de gauche. Les élus UMP ont voté contre.

Pour en savoir plus : [sdrif.com](http://sdrif.com)

# Pouvoir d'achat : nos propositions

- **Convoquer une vraie négociation sur les salaires** dans le privé et le public.

- **Faire cotiser les revenus financiers** au même titre que les salaires, en modulant l'assiette des cotisations sociales pour pénaliser les entreprises qui font le choix de la finance contre celui du travail. Ainsi, pourra-t-on assurer une protection sociale de qualité.

- **Baisser la TVA sur les produits de première nécessité.** Pour combattre les marges excessives des grands distributeurs, tout en préservant des prix rémunérateurs aux producteurs, instaurer le double étiquetage prix de vente aux consommateurs/prix d'achat aux producteurs (amendement communiste voté le 27 novembre à l'Assemblée nationale).

- **Bloquer les prix des loyers** du public et du privé.

- **Revaloriser le Smic à 1500 € mensuels, les pensions et retraites**, relever les indemnités de chômage et allonger les durées d'indemnisation, revaloriser les minima sociaux.

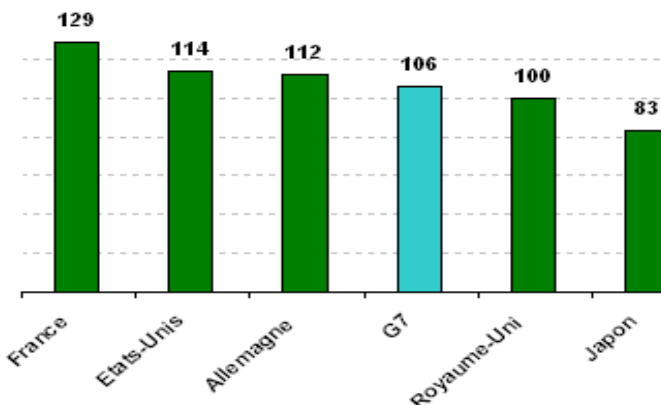
- **Agir concrètement sur les inégalités de salaire hommes/femmes.** On ne peut se satisfaire de déclarations d'intention. Il faut fixer le calendrier, engager dans chaque entreprise des conférences pour l'égalité, adopter des sanctions dissuasives contre ceux qui ne s'y soumettraient pas, établir des procédures claires et simples de recours.

- **Baisser la taxe intérieure sur les produits pétroliers** et taxer les produits pétroliers de Total (12 milliards d'euros chaque année).

- **Engager une vigoureuse offensive contre le temps partiel imposé**, en premier lieu aux femmes, temps partiels qui nourrissent la pauvreté.



## Productivité : la France en haut de l'échelle



Comparaison du niveau de PIB par heure travaillée au sein des pays du G7  
(source Office for National Statistics, 2005)

La France arrive en tête pour le PIB réalisé par heure travaillée.

Contrairement à ce que laisse entendre le gouvernement relayé par les médias, les salariés français arrivent en tête des pays du G7 concernant la productivité. Les 35 heures n'ont donc pas affaibli la capacité et l'efficacité des travailleurs de notre pays. C'est d'ailleurs une des raisons qui fait que les capitaux étrangers viennent s'investir en France. Il est donc logique que les salariés réclament de meilleurs salaires.

# Nos Sociétés

## MAIS QU'EST-CE QUI FAIT COURIR CES SOCIALISTES ?

Kouchner, Bockel, Besson, Jouyet et Amara, bien que socialistes, siègent aujourd'hui dans le gouvernement Sarkozy-Fillon. Rocard, Lang, Védrynes siègent, quant à eux, à l'étage des commissions.

Strauss-Kahn, pour sa part, a bénéficié du soutien des présidents américain et français pour accéder à la présidence du Fonds monétaire international (FMI), cet organisme financier qui pille le tiers monde pour le compte des Etats-Unis. A noter au passage que cette fonction est grassement rémunérée !

Est-ce le bagout de l'hôte de l'Elysée qui leur fait oublier que ce gouvernement s'est illustré par 15 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches, par de multiples régressions sociales et par des dérives xénophobes avec l'application des tests ADN.

Nicolas Sarkozy, serviteur zélé du Medef, aurait-il trouvé des réponses au chômage, à la difficulté de vivre dans les cités, aux souffrances des 7 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté ?

Non, pas du tout, puisque la Bourse flambe, le pouvoir d'achat plonge et les inégalités croissent... Sans doute, une place au soleil vaut-elle mieux pour ces personnages que la fidélité aux engagements pris devant les électeurs !

C'est donc ailleurs qu'il faut chercher les causes de cette collection de vestes retournées. Et chercher ailleurs, c'est chercher les causes profondes de la défaite électorale.

Vouloir vraiment changer les choses, c'est d'abord taxer les actionnaires, les spéculateurs et les fonds de pension qui ruinent notre économie. C'est ensuite avoir le courage de construire une politique qui ne sera plus dépendante de la finance et qui pourra satisfaire les grandes revendications sociales. C'est enfin nouer des alliances à gauche, à l'exclusion de la droite, même de celle qui se déclare centriste.

C'est tout cela qui a manqué au Parti socialiste lors des présidentielles... En sera-t-il de même aux prochaines échéances électorales : les municipales et cantonales de mars 2008 ?



## **UN REFERENDUM POUR L'EUROPE UNE EXIGENCE DEMOCRATIQUE !**

Nicolas Sarkozy ne veut pas de référendum pour son traité européen. Il dit : « La légalité, c'est moi » et convoque le 4 février prochain, le Congrès (l'Assemblée nationale et le Sénat) pour modifier la constitution française et donc au final, faire adopter par voie parlementaire, ce traité européen, copie conforme de celui qui a été rejeté par 55% des Français.. Ce n'est pas acceptable !

Un référendum est le minimum que pouvait attendre le peuple français. Mais il est désormais une autre responsabilité historique : celle qui revient aux parlementaires de gauche. En effet, si 2/5 des élus refusent de modifier la constitution, le président de la République sera alors contraint de revenir à un référendum. Nous appelons donc à la responsabilité des députés et sénateurs de gauche, quelle que soit leur opinion sur le traité, à respecter la souveraineté populaire et à rendre aux Français un débat qu'ils s'étaient, il y a 2 ans, si bien appropriés.

Déjà, nous savons que tous les parlementaires communistes refuseront cette modification.

### **SIGNEZ LA PETITION**

Monsieur le Président de la République,  
Le traité européen n'est pas un « mini-traité ». Il reprend toutes les dispositions du traité constitutionnel que les Français ont rejeté par référendum. Comme en 2005, les Français doivent être saisis de tous les termes du débat et pouvoir choisir pour ou contre.

Vous avez décidé de faire ratifier ce traité par le vote parlementaire en février 2008. Nous vous demandons de revenir sur cette décision et d'organiser un référendum, précédé d'un grand débat national.

NOM ..... Prénom .....

Adresse..... Signature

A retourner à Rosita Jaouen BP 15 - 95680 MONTLIGNON

